

Informations relatives à la protection des données à destination des clients et des personnes intéressées

Informations relatives à la protection des données concernant notre traitement des données selon les articles 13, 14 et 21 du règlement général sur la protection des données (ci-après RGPD)

Nous prenons la protection des données au sérieux et vous informons par la présente de la manière dont nous traitons vos données, ainsi que des droits dont vous disposez en vertu de la réglementation sur la protection des données. Valable à compter du 25 mai 2018.

1 Services responsables du traitement des données et coordonnées

Suisse :

Swiss Life Investment Management Holding Ltd

- Data Protection -
General-Guisan-Quai 40
8022 Zurich

E-mail : DataprotectionAM@swisslife-am.com

Swiss Life Asset Management Ltd

- Data Protection -
General-Guisan-Quai 40
8022 Zurich

E-mail : DataprotectionAM@swisslife-am.com

Allemagne :

Swiss Life Asset Managers Deutschland GmbH

- Data Protection -
Clever Straße 36
50668 Köln

E-mail : DSB-SwissLifeAssetManagers@he-c.de

Swiss Life Insurance Asset Managers GmbH

- Data Protection -
Zeppelinstrasse 1
85748 Garching b. München

E-mail : DSB-SwissLifeAsset@he-c.de

Swiss Life Asset Managers Luxembourg, Niederlassung Deutschland

- Data Protection -
Darmstädter Landstrasse 125
60598 Frankfurt am Main

E-mail : DataProtection.SLAM-LUXDE@swisslife-am.com

Swiss Life Kapitalverwaltungsgesellschaft GmbH

- Data Protection -
Darmstädter Landstrasse 125
60598 Frankfurt am Main

E-mail : DSB-Swiss-LifeKVG@he-c.de

France :

Swiss Life Asset Managers France

- Data Protection -
153 rue Saint-Honoré
75001 Paris

E-mail : dataprotection-france@swisslife-am.com

Luxembourg :

Swiss Life Asset Managers Luxembourg

- Data Protection -
4a, Rue Albert Borschette
1246 Luxembourg

E-mail : DataProtection@swisslife-am.com

Norvège :

Swiss Life Asset Managers Nordic AS

- Data Protection -
Haakon VII's gt 1
0161 Oslo

E-mail : dataprotection@swisslife-am.no

Coordonnées des responsables de la protection des données de Swiss Life Asset Managers Deutschland GmbH, Swiss Life Insurance Asset Managers GmbH, Swiss Life Kapitalverwaltungsgesellschaft GmbH et Swiss Life Asset Managers France :

Harald Eul

HEC Harald Eul Consulting GmbH
Auf der Höhe 34
DE-50321 Brühl

En cas de questions sur la protection des données, vous pouvez à tout moment vous adresser au responsable de la protection des données concerné ou au délégué à la protection des données.

2 Finalités et bases légales du traitement de vos données par notre société

Nous traitons les données à caractère personnel conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) et aux autres prescriptions légales applicables (détails ci-après). Les données particulières traitées et la manière dont elles sont utilisées dépendent en grande partie des services demandés ou convenus dans chaque cas. Vous retrouverez des détails et renseignements complémentaires concernant les finalités du traitement des données dans les documents contractuels, les formulaires, les déclarations de consentement et/ou autres informations mises à votre disposition (par exemple dans le cadre de l'utilisation de notre site Web ou de nos conditions générales). En outre, les présentes informations relatives à la protection des données peuvent être mises à jour de temps à autre, comme précisé sur notre site web www.swisslife-am.com.

2.1 Finalités d'exécution d'un contrat ou de mesures pré-contractuelles (article 6, paragraphe 1, lettre b RGPD)

Le traitement des données à caractère personnel est effectué aux fins d'exécution de nos contrats auxquels vous êtes partie, de vos mandats et de mesures et activités dans le cadre de relations précontractuelles, par exemple avec des personnes intéressées. En particulier, le traitement sert ainsi à la fourniture, selon vos mandats et vos souhaits, de prestations de services et de prestations immobilières telles que la transmission, la location, la vente et l'achat de biens immobiliers. Il comprend les prestations de service, mesures et activités nécessaires à cet effet. Ces dernières englobent essentiellement les éléments suivants : la communication contractuelle avec vous, le décompte correspondant et les transactions de paiement associées, la traçabilité des transactions, les mandats et autres accords, le contrôle qualité par une documentation correspondante,

les procédures de complaisance, les mesures de pilotage et d'optimisation des processus commerciaux, celles visant à respecter les obligations générales de diligence, de gestion et de contrôle par des entreprises associées (par exemple société-mère) ; les évaluations statistiques aux fins de gestion de l'entreprise, de comptabilisation des coûts et de controlling, les rapports, la communication interne et externe, la gestion des urgences, le décompte et l'évaluation fiscale des prestations opérationnelles, la gestion du risque, l'exercice et la défense des droits en justice en cas de litige juridique ; la garantie de la sécurité informatique (notamment tests système et de plausibilité) et de la sécurité générale, notamment la sécurité des bâtiments et installations, la garantie et le respect du droit d'entrée dans les locaux (par exemple via des contrôles d'accès) ; la garantie de l'intégrité, de l'authenticité et de la disponibilité des données, la prévention et la clarification des infractions pénales ; le contrôle par des organes de surveillance ou des instances de contrôle (révision par exemple).

2.2 Finalités de respect des obligations légales (art. 6 paragraphe 1, lettre c RGPD) ou d'exécution de mission d'intérêt public (art. 6 paragraphe 1, lettre e RGPD)

A l'instar de tous les acteurs de l'activité économique, nous sommes soumis à une multitude d'obligations juridiques :

- satisfaction des demandes et exigences des autorités de surveillance et de poursuite pénale ;
- respect des obligations de déclaration et de contrôle en matière de fiscalité ;
- respect des exigences légales relatives à la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent, ainsi qu'à la prévention du financement du terrorisme et des infractions pénales mettant en danger des biens et à la lutte contre ces derniers, à la comparaison de données en tant qu'entité assujettie au sens de la loi sur le blanchiment d'argent. En font notamment partie la vérification de l'identité des partenaires commerciaux et des ayants droit économiques et, le cas échéant, la vérification de leur âge et de leur identité ;
- comparaisons avec les listes européennes et internationales de lutte contre le terrorisme ;
- respect des obligations de déclaration et de contrôle en matière de fiscalité ;
- archivage des données pour en assurer la protection et la sécurité, et contrôle des dites données par les autorités fiscales et par d'autres autorités ;
- mesures locales/judiciaires en vue de l'obtention de preuves, de poursuites pénales ou de l'exercice de droits civils.

2.3 Finalités dans le cadre d'un intérêt légitime de notre part ou de celle d'un tiers (art. 6, paragraphe 1, lettre f RGPD)

Au-delà de l'exécution effective du contrat ou de la promesse de contracter, nous traitons le cas échéant vos données si cela est nécessaire aux fins de nos intérêts légitimes ou de ceux de tiers, en particulier aux fins suivantes :

- la publicité ou les études de marché et enquêtes d'opinion, à moins que vous ne vous soyez opposé(e) à l'utilisation de vos données ;
- la collecte d'informations et l'échange de données avec des agences de renseignements, dans la mesure où cela dépasse notre risque économique ;

- l'examen et l'optimisation de procédures d'analyse du besoin ;
- le déploiement et le développement de produits et services ainsi que de systèmes et processus existants ;
- la communication de données à caractère personnel dans le cadre d'un contrôle préalable en lien avec des négociations de vente d'entreprise ;
- la comparaison avec les listes européennes et internationales de lutte contre le terrorisme, dans la mesure où elle va au-delà des obligations légales ;
- l'amélioration de nos données, notamment par l'utilisation ou la recherche de données accessibles au public ;
- les évaluations statistiques ou l'analyse de marché, le benchmarking ;
- l'exercice des droits en justice et la défense en cas de litige juridique n'étant pas directement imputable à la relation contractuelle ;
- le stockage limité des données, si une suppression n'est pas possible ou exigerait des efforts disproportionnés en raison du type spécifique de stockage ;
- le développement de systèmes de scoring (notation) ou de processus décisionnels automatisés ;
- la prévention et la clarification des infractions pénales, si cela n'est pas exclusivement aux fins de respect des exigences légales ;
- la sécurité des bâtiments et des installations (par exemple par le biais de contrôles d'accès et de vidéosurveillance), dans la mesure où cela va au-delà des obligations générales de diligence ;
- les enquêtes internes et externes, les examens de sécurité ;
- l'éventuelle surveillance ou l'éventuel enregistrement de conversations téléphoniques à des fins de contrôle qualité et de formation ;
- l'obtention et le maintien de certifications de droit privé ou de nature officielle ;
- la garantie et le respect du droit d'entrée dans les locaux par des mesures appropriées et par la vidéosurveillance afin de protéger nos clients et collaborateurs et d'obtenir des preuves en cas d'infractions pénales, en vue de la prévention de ces dernières.

2.4 Finalités dans le cadre de votre consentement (art. 6, paragraphe 1, lettre a RGPD)

Vos données à caractère personnel peuvent également être traitées à certaines fins (par exemple, l'utilisation de votre adresse e-mail à des fins de marketing) sur la base de votre consentement. De manière générale, vous pouvez révoquer ce consentement à tout moment. Ce principe s'applique également à la révocation des déclarations de consentement effectuées à notre égard avant l'entrée en vigueur du RGPD, c'est-à-dire avant le 25 mai 2018. Vous serez informé(e) séparément des finalités et des conséquences d'une révocation ou d'un refus de consentement dans le texte correspondant relatif au consentement.

Le principe veut que la révocation d'un consentement ne s'applique que dans l'avenir. Les traitements de données intervenus avant la révocation ne sont pas concernés et restent licites.

3 Les catégories de données que nous traitons, si vous ne nous les communiquez pas directement, et leur origine

Dans la mesure où cela est nécessaire pour la prestation de nos services, nous traitons les données à caractère personnel reçues de manière licite d'autres sociétés ou de tiers (par exemple agences de renseignements, fournisseurs d'adresses). En outre, nous traitons les données à caractère personnel que nous sommes autorisés à collecter, recevoir ou acquérir et traiter à partir de sources accessibles au public (telles que les annuaires téléphoniques, les registres du commerce et des associations, les registres de la population, les listes de débiteurs, les registres fonciers, la presse, Internet et d'autres médias).

Les catégories de données à caractère personnel peuvent notamment être les suivantes :

- données personnelles (nom, date de naissance, lieu de naissance, nationalité, état civil, profession/secteur et données similaires) ;
- coordonnées (adresse, adresse e-mail, numéro de téléphone et données similaires) ;
- données d'adresse (données d'enregistrement et données similaires) ;
- certificat de paiement/de provision pour les cartes bancaires et de crédit ;
- informations relatives à votre situation financière (données de solvabilité, notations comprises, données aux fins d'évaluation du risque économique) ;
- historique client ;
- données relatives à l'utilisation que vous faites des télémedias que nous proposons (par exemple, la date et l'heure de la consultation de sites Web, applications ou newsletter, clics sur les liens/pages que nous fournissons ou saisies et données similaires) ;
- données vidéo.

4 Destinataires ou catégories de destinataires de vos données

Vos données ne sont transmises que dans le respect du RGPD et uniquement dans la mesure où la base légale le permet. Au sein de notre organisation, seules les services qui ont besoin de vos données pour remplir nos obligations contractuelles et légales ou pour mettre en œuvre nos intérêts légitimes les reçoivent.

La transmission de vos données à des services externes intervient exclusivement

- en lien avec la gestion du contrat ;
- à des fins de respect des exigences légales en vertu desquelles nous sommes dans l'obligation de fournir des informations, de communiquer ou de transmettre des données ou si la transmission de données est d'intérêt public ;
- si des sociétés de services externes traitent des données pour notre compte en tant que sous-traitants ou repreneurs de fonctions (par exemple centres informatiques externes, support/maintenance d'applications EDP/informatiques, archivage, traitement de justificatifs, services de centre d'appels, services de compliance, controlling, filtrage des données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent, validation

des données, ou encore contrôle de plausibilité, destruction de données, achats/approvisionnement, administration de la clientèle, publipostage, marketing, technologie des médias, recherche, contrôle des risques, décompte, téléphonie, gestion de site Web, services de révision, établissements de crédit, imprimeries ou entreprises d'élimination des données, services de coursier, logistique) ;

- sur la base de notre intérêt légitime ou de l'intérêt légitime de tiers aux fins énoncées au point 2.3 (par exemple, autorités, agences de renseignements, agences de recouvrement, avocats, tribunaux, experts, sociétés appartenant au groupe, instances et organes de contrôle) ;
- si vous avez consenti à la transmission de vos données à des tiers.

5 Durée de conservation de vos données

Nous traitons et enregistrons vos données pour la durée de notre relation d'affaires. Cela inclut également la préparation d'un contrat (relation juridique précontractuelle) et son traitement.

En outre, nous sommes soumis à diverses obligations d'établir et de conserver des documents découlant, notamment,

du droit des sociétés, du droit commercial et fiscal, ainsi que des dispositions prudentielles. Les délais de conservation ou de documentation qui y sont spécifiés peuvent s'élever à dix ans après la fin de la relation d'affaires ou de la relation juridique précontractuelle.

En outre, des dispositions légales spéciales peuvent exiger un délai de stockage plus long, par exemple la conservation des preuves dans le cadre des délais légaux de prescription.

Si les données ne sont plus nécessaires à l'exécution d'obligations et de droits contractuels ou légaux, elles sont régulièrement supprimées, à moins que leur traitement ultérieur ne soit nécessaire à la réalisation des finalités énumérées au point 2.3 pour des raisons d'intérêt légitime prépondérant. Un tel intérêt légitime prépondérant existe également, par exemple, si la suppression n'est pas possible ou ne l'est qu'au moyen d'efforts disproportionnés en raison du type particulier de stockage et si le traitement à d'autres fins est exclu par des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

6 Traitement de vos données dans un pays tiers ou par une organisation internationale

Les données sont transmises à des services situés en dehors de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE) (lesdits pays tiers) si cela est nécessaire pour exécuter un mandat/contrat de votre part ou en relation avec vous, si la loi l'exige (par exemple, obligations de déclaration fiscales), si cela intervient dans le contexte de notre intérêt légitime ou de celui d'un tiers ou si vous y avez consenti.

Le traitement de vos données dans un pays tiers peut également avoir lieu dans le cadre de l'intervention de prestataires de services en lien avec le traitement de mandat. S'il n'existe pas de décision de la Commission européenne relative à un niveau de protection des données approprié pour le pays concerné, nous garantissons, au moyen de

contrats adéquats, que vos droits et vos libertés sont protégés et garantis de manière adéquate conformément aux réglementations de l'UE en matière de protection des données. Nous vous communiquerons les informations détaillées correspondantes sur demande.

Les informations relatives aux garanties appropriées ou adaptées et à la possibilité d'en recevoir une copie peuvent être demandées auprès des services responsables ou des délégués à la protection des données concernés.

7 Etendue de vos obligations de mettre vos données à notre disposition

Vous ne devez mettre à disposition que les données nécessaires à l'ouverture et à la conduite d'une relation d'affaires ou d'une relation précontractuelle avec notre société ou à la collecte desquelles nous sommes légalement tenus. Sans ces données, nous ne serons généralement pas en mesure de conclure ou d'exécuter le contrat. Cela peut également se référer à des données requises ultérieurement au cours de la relation d'affaires. Si nous vous demandons d'autres données, vous serez informé(e) séparément de la nature volontaire de leur transmission de votre part à notre société.

8 Existence d'un processus décisionnel automatisé dans certains cas précis (profilage inclus)

Nous ne recourons à aucune procédure décisionnelle purement automatisée selon l'art. 22 RGPD. Si nous devons tout de même appliquer une telle procédure à l'avenir dans certains cas, nous vous en informerions séparément, dans la mesure où la loi l'exige.

A certaines conditions, nous pouvons traiter certaines de vos données dans le but d'évaluer des aspects personnels spécifiques (profilage).

Nous utilisons, le cas échéant, des instruments d'évaluation pour vous fournir des informations et des conseils ciblés quant aux produits. Ces instruments permettent la conception de produits, la communication et la publicité orientées vers la demande, y compris les études de marché et enquêtes d'opinion.

Ces procédures peuvent également être utilisées afin d'évaluer votre solvabilité (c'est-à-dire votre capacité à rembourser) et aux fins de lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude. Des «valeurs score» peuvent être utilisées afin d'évaluer votre solvabilité. Dans le cadre du scoring, la probabilité qu'un client remplisse ses obligations de paiement conformément au contrat est calculée à l'aide de méthodes mathématiques. Ces valeurs scores nous aident ainsi, par exemple, à évaluer la capacité de remboursement et à prendre des décisions dans le cadre de conclusions produits. Elles sont intégrées à notre gestion du risque. Le calcul est basé sur des méthodes mathématiques et statistiques reconnues et éprouvées. Il se fonde sur vos données, en particulier les revenus, les dépenses, les engagements financiers, la profession, l'employeur, la durée d'emploi, les expériences faites jusqu'à présent dans le cadre de la relation d'affaires, le remboursement conforme au contrat de prêts antérieurs ainsi que les informations des agences de crédit.

Les données relatives à la nationalité ainsi que des catégories particulières de données à caractère personnel ne sont pas traitées, conformément à l'article 9 RGPD.

9 Vos droits en matière de protection des données

A des conditions définies, vous pouvez faire valoir à notre égard vos droits liés à la protection des données.

- Vous disposez ainsi d'un droit à l'**information** quant à vos données que nous avons enregistrées, selon l'article 15 RGPD (le cas échéant, soumis à restriction selon le droit national).
- A votre demande, nous **rectifions** les données enregistrées vous concernant conformément à l'article 16 RGPD si elles sont inexactes ou erronées.
- Si vous le souhaitez, nous **effaçons** vos données conformément aux dispositions de l'article 17 RGPD, à condition que d'autres dispositions légales (par exemple obligations légales de conservation ou d'éventuelles restrictions selon la législation nationale) ou un intérêt prépondérant de notre part (par exemple pour défendre nos droits et prétentions) ne s'y opposent pas.
- Considérant les dispositions de l'article 18 RGPD, vous pouvez exiger de notre part de **limiter le traitement de vos données**.
- Vous pouvez par ailleurs vous **opposer** au traitement de vos données conformément à l'article 21 RGPD, nous obligeant à en cesser le traitement. Toutefois, ce droit d'opposition ne s'applique qu'en cas de circonstances particulières, dans lesquelles les droits de notre société peuvent, le cas échéant, aller à l'encontre de votre droit d'opposition.
- Selon les dispositions de l'article 20 RGPD, vous avez également le droit de recevoir vos données dans un **format** structuré, couramment utilisé et lisible par machine ou les **transmettre à un tiers**.
- En outre, vous avez le droit de **révoquer** à tout moment et avec effet futur votre **consentement** au traitement des données à caractère personnel (cf. point 2.4).
- Vous disposez par ailleurs d'un **droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle** (art. 77 RGPD). Nous vous recommandons toutefois de toujours adresser une réclamation au responsable de la protection des données ou au délégué à la protection des données concerné.

Si possible, vos demandes relatives à l'exercice de vos droits doivent être adressées par écrit aux responsables de la protection des données ou délégués à la protection des données locaux.

Information relative à votre droit d'opposition selon l'art. 21 RGPD

1. Vous avez à tout moment le droit de vous opposer au traitement de vos données sur la base de l'article 6, paragraphe 1, lettre f RGPD (traitement des données sur la base de la conciliation d'intérêts) ou de l'article 6, paragraphe 1, lettre e RGPD (traitement des données dans l'intérêt public), si votre situation particulière est justifiée. Le même principe s'applique au profilage basé sur cette disposition au sens de l'art. 4, paragraphe 4 RGPD. Si vous vous y opposez, nous ne traiterons plus vos données personnelles, sauf si nous pouvons prouver la nécessité du traitement pour des raisons de confidentialité impérieuses et légitimes qui prévalent sur vos intérêts, vos

droits et vos libertés, ou si le traitement sert à faire valoir, exercer ou défendre des droits juridiques.

2. Nous traitons également vos données à caractère personnel, dans certaines conditions, à des fins de prospection publicitaire directe. Si vous ne souhaitez pas recevoir de publicité, vous avez à tout moment le droit de vous y opposer ; le même principe s'applique au profilage dans la mesure où il est en relation avec cette prospection publicitaire directe. Nous tiendrons compte de l'opposition que vous avez exprimée à l'avenir. Nous ne traiterons plus vos données à des fins de prospection publicitaire directe si vous vous opposez au traitement à ces fins.

Vous pouvez exprimer votre droit d'opposition sous la forme de votre choix et devez, dans la mesure du possible, l'adresser au responsable local de la protection des données.

Etat des informations relatives à la protection des données au 30.11.2021